

Al Alam

Le Quotidien Indépendant

Lundi 12 janvier 2004

Un Comité de Sages, en collaboration avec la société civile, réalisera un audit sur l'impact de l'OMC

Un moratoire est établi sur de nouveaux accords commerciaux et des réformes sont annoncées au sein de l'organisme

PAR MOHAMED DARKIS

Après que la quatrième conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) maintenue à Doha (Qatar) à la fin de l'année 2001 ait confirmé la logique ultralibérale de cette organisation et la prédominance du droit de commerce sur les droits humains, sociaux, culturels et environnementaux, les mobilisations sociales n'ont cessé d'augmenter jusqu'à obtenir ce qu'elles attendent, c'est-à-dire un premier pas vers la construction d'un système commercial multilatéral au service de toute l'humanité.

A partir du mois de mars, ce que nous appelons le Comité des Sages, un groupe réduit d'experts indépendants, sera chargé de réaliser un audit sur le nouvel équilibre global, en évaluant

les accords pris sous les auspices de l'OMC et l'impact de leur application. La révision sera réalisée avec l'entière participation de la société civile.

Les résultats de l'analyse ne seront pas de simples recommandations. Un pacte politique, grâce à la pression de nombreux pays (spécialement de l'Inde, de la Malaisie et de l'Egypte), obligera l'OMC, lors d'une nouvelle ronde de négociations, à prendre inévitablement en considération les résultats de cette évaluation. Sans doute, cela favorisera le fait que les pays appelés en voie de développement puissent rééquilibrer leur rôle dans l'organisme.

Pendant que l'audit est élaboré, les experts et les représentants de la société civile ont exigé aussi, comme condition obligatoire, un moratoire sur n'im-

porte quelle nouvelle libéralisation du commerce et ils ont déjà annoncé le besoin d'appliquer une série de réformes dotant l'organisation de règles plus transparentes, démocratiques et justes. Ils insistent aussi sur la création d'un organe d'arbitrage mondial, sous la protection de l'ONU, pour résoudre des conflits entre les différents accords internationaux.

Grâce à tout ceci, la société civile se consolide comme un agent décisif dans la création d'une nouvelle gouvernance global qui, en plus du commerce, comprend de nombreux autres aspects comme l'environnement, le travail, la lutte contre la pauvreté, la scolarisation, la prévention de conflits, la justice, etc., dans la construction d'un nouvel espace planétaire interdépendant mais équilibré, solidaire et durable.

Nouvelle 7 s'inspirant du Cahier de Propositions: **De l'échec de l'OMC à Seattle ... aux conditions d'une gouvernance globale**, coordonné par Joseph Rocher

Collection de Nouvelles Souhaitables (1) inspirées de 25 Cahiers de Propositions de l'Alliance pour un Monde Responsable, Pluriel et Solidaire, www.alliance21.org